

3.3 “La décroissance raisonnée”

[...]

ANDRÉE BUCHMANN, *Présidente, Observatoire de la qualité de l'air intérieur*: La pensée écologiste a formulé ...une critique par rapport à la croissance. Concept de croissance (qui a été très longuement) porté(e) par les courants de pensée qui ont précédé le paradigme écologique.



ANDRÉE BUCHMANN

PRÉSIDENTE, OBSERVATOIRE
DE LA QUALITÉ DE L'AIR INTÉRIEUR

Passant d'une critique de la croissance, nous sommes arrivés à la proposition de la croissance zéro. C'était dans les années 68-70. Il y a eu, bien sûr, l'appel du Club de Rome et, ensuite, toute une réflexion qui a permis de mettre en cause le modèle de société dans lequel nous nous situons. Maintenant, nous sommes en train de penser un peu différemment.

Si le modèle américain s'impose progressivement au monde comme modèle dominant, la planète ne pourra pas pourvoir à l'ensemble des besoins des habitants de notre lieu de vie. C'est la raison pour laquelle toute une réflexion est menée autour de la manière dont on peut prévoir l'évolution dans les pays du Nord, mais également en relation avec les nouveaux pays entrants (les pays de l'Est qui ont envie, eux également, de “partager le gâteau”), avec les pays émergents et les pays du Sud, en tenant compte d'une différenciation entre les pays asiatiques, les pays d'Amérique du Sud et l'Afrique qui n'est pas en développement mais en totale déliquescence.

Il est évident que ce que nous qualifions de développement durable ne peut pas être un objectif, mais bien une condition qui doit nous amener à réfléchir de façon particulièrement fine à toutes ces problématiques.

Certes, le terme de “décroissance” qui apparaît en Europe depuis maintenant cinq ou six ans peut et doit être critiqué. Il est intéressant de proposer un atelier sur le sujet, à la fois pour le défendre, pour le critiquer et pour faire d'autres propositions. Nous sommes là au cœur d'un débat qui va se poursuivre dans les années à venir. Hier, lorsque nous avons discuté de l'évolution de ces journées, nous avons parlé d'une dimension philosophique qu'il faudra sans doute travailler un peu plus.

Ce matin, nous écouterons trois témoignages d'introduction d'une durée de cinq à dix minutes. Ensuite, l'échange se fera avec l'ensemble des participants puisque vous êtes tous experts. Je propose que Robert Lion, d'Agrisud, commence. Victor Hugo-

“ Si le modèle américain s'impose progressivement au monde comme modèle dominant, la planète ne pourra pas pourvoir à l'ensemble des besoins des habitants de notre lieu de vie”

Espinosa et Farid Yaker, qui a également une grande expérience de travail avec les pays du Sud, interviendront à leur tour.

R O B E R T L I O N, *Président d'Agrisud (ancien Président de la CDC)*: J'ai un problème d'emblée car, si nous sommes dans une Université de la communication, je ne suis pas certain que le terme "décroissance" soit celui sur lequel il soit le plus pertinent de communiquer aujourd'hui.

Agrisud est une ONG qui aide à la création par milliers – nous en sommes à 14 000 – de toutes petites exploitations, essentiellement dans le domaine du maraîchage périurbain, dans les pays du Sud. Elle a été créée par Jacques Baratier que plusieurs d'entre vous connaissent dont j'ai pris la succession. Vous trouverez sur la table là-bas une petite fiche. Je suis évidemment preneur de toutes réactions, contributions et donations évidemment pour Agrisud.

Sur la décroissance, je comprends très bien les arguments que peut-être certains d'entre vous partagent *mordicus* ici et qu'Andrée a évoqués brièvement. Il y a en effet des impossibilités physiques de soutenir et surtout de généraliser LE modèle, je n'ose pas dire notre modèle, qui n'est pas un modèle, à savoir le modèle américain, sur l'ensemble de la planète. Je pense toujours à la Chine. Il faut donc envisager autre chose.

Pour autant, faut-il parler de décroissance ? Je trouve ce terme excessivement provocateur. Je voudrais parler principalement des pays du Sud, en développement. Il me semble inimaginable d'aller dans les pays du Sud en disant : "*Nous vous recommandons la décroissance.*" Ils ont, à l'évidence, besoin de "croître" – mettons le terme entre guillemets car c'est loin d'être l'excellence, de se développer. S'ils n'en avaient pas besoin, ils sont partout à la recherche de cette dynamique. Ils ont devant eux deux séries d'exemples :

- Des pays émergents, type Corée du Sud ou Singapour, qui ont fait des parcours, certes pas parfaits, avec en gros, comme ligne de mire, le modèle occidental. La Corée n'est pas très loin du Japon qui est, à bien des égards, sur le modèle américain, beaucoup plus que dès le lendemain de la dernière guerre mondiale, depuis le milieu du XIX^e siècle.

- Des pays en décollage spectaculaire avec, au premier rang, la Chine, le Brésil, peut-être l'Afrique du Sud et d'autres de moindre notoriété.

Excluons – pour moi je livre ce point au débat ; peut-être des contradictions apparaîtront-elles – l'idée de parler de décroissance, même raisonnée. Tous ces pays veulent être au moins émergents, avec, au sein des opinions publiques, même dans des niveaux peu évolués en termes d'éducation, l'idée que le modèle a quelque chose à voir avec le Coca-Cola.

Parlons de croissance évidemment raisonnée. Bien entendu, nous souhaitons et une partie significative des dirigeants, voire de l'opinion dans la mesure où il commence à y avoir des classes moyennes dans ces pays, souhaite que cette croissance soit respectueuse des ressources naturelles, utilisant certaines évolutions technologiques pour faire des sauts par rapport au long processus que nous avons traversé pour les systèmes énergétiques, les systèmes de transport, la maîtrise éventuellement – ils ne sont pas partis pour de l'urbanisation – et, en gros, réduise les impacts sur la biosphère.

“ Il y a en effet des impossibilités physiques de soutenir et surtout de généraliser LE modèle ”

Nous sommes, évidemment, soucieux pour eux... Il faut faire très attention car nous sommes dans un vocabulaire avec le Nord et le Sud qui..., mais je crois que ce sont des opinions également partagées par beaucoup au Sud sur la sécurité alimentaire, l'autonomie vivrière. Les exemples de famine en Afrique à l'heure actuelle actualisent ce sujet. Cela veut probablement dire une réduction – avec là peut-être une chose qui touche à la décroissance de certaines activités d'agriculture industrielle, fragilisée par les fluctuations des cours des matières premières – le Brésil souffre en raison du Vietnam, etc. ; tout cela est bien connu, sur lesquelles ils ont été en fait engagés très largement par le Nord. C'est un peu moins vrai pour le Vietnam où il y a eu vraiment une planification pour démarrer le... succédant à l'hévéa.

Bien entendu, sur les autres aspects du développement durable, nous souhaitons, nous nous permettons de souhaiter que ce soit un développement attentif à l'équité, au droit des femmes, au droit du travail, respectueux, favorisant même un retour vers les identités culturelles ou les héritages – je n'aime pas beaucoup le mot "traditions" spécifiques de ces pays, et peut-être de souhaiter qu'ils arrivent à "croître", entre guillemets, suivant des modèles alternatifs.

Je me promène un peu dans le monde et, lorsque je demande au Brésil par exemple (je n'ose pas dire à Singapour parce que ce n'est pas très démocratique) : *"Arrivez-vous à trouver un modèle de croissance qui soit moins pervers, vicieux, destructeur, que le nôtre? Tout cela est-il probable?"* On a plutôt tendance à me répondre "non", même si on note des débuts de prise de conscience. En Chine, il y a des gens qui pensent formidablement, intelligemment – peut-être ces superlatifs sont-ils liés au fait que c'est largement en harmonie avec nos "canons" occidentaux pour le développement durable – la charte de l'environnement, la police de l'environnement, le développement des transports publics, mais ils sont loin de voir leurs idées traduites dans les faits.

Ils rencontrent au moins trois gros obstacles :

- la démographie ; même si la limitation des naissances a été excessive en Chine – ils vont en effet se retrouver avec un problème dramatique de population vieillissante – la population continue d'augmenter ;

- l'urbanisation qui va de pair avec à la fois l'augmentation de la productivité dans l'agriculture et la démographie ;

- le modèle occidental qui, jusqu'à nouvel ordre, est celui exposé sur les écrans de télévision, les publicités dans les rues dans les grandes villes chinoises ; c'est notre modèle. À tel point que la jeune femme, présentée sur la réclame de L'OREAL, a vaguement les yeux bridés, mais c'est quasiment la même que celle que nous avons pu voir dans nos magazines pendant tout l'été en Europe.

“ Le modèle occidental est celui exposé sur les écrans de télévision, les publicités dans les rues dans les grandes villes chinoise ”

Démographie, urbanisation, modèle occidental : ce ne sont pas des éléments très favorables pour une croissance raisonnée dans ces pays.

Est-elle probable? Je voudrais vous livrer une interrogation sur le mode pessimiste. Je pense à l'automobile. Lorsqu'on entre dans Pékin ou Shanghai – c'est la même

chose dans les grandes villes indiennes ou à Sao Paulo, – on est vraiment physiquement agressé. Je ne vais pas faire de sentimentalisme, j'ai une hantise...

[...]

V I C T O R - H U G O E S P I N O S A : ...Dans cette société, il y a un problème de communication.

Nous voyons que le problème se pose par rapport à la disparition d'espèces. En effet, une espèce se développe beaucoup : celle des moutons. Plus vous êtes un mouton, plus vous êtes manipulable par le pouvoir politique, plus vous êtes manipulable par le pouvoir économique et plus vous êtes des "con-sommateurs". (*Rires.*) Vous ne réfléchissez plus : on a un magnétoscope 4 têtes et on est malheureux parce que le voisin en a un à 8 têtes ! Tu n'as pas de rameur ? Tu n'es pas à jour ! Tu n'as pas de clé USB ? (*Rires.*)

Je peux prendre l'exemple d'une chemise pas chère que je m'étais achetée. Mes copains, eux, sortaient "la marque". Avoir une marque, c'est important !

Ce sont des "valeurs" pour être heureux. Pourtant, lorsque je me suis aperçu qu'avec ma mobylette pourrie, j'étais plus heureux que le type dans sa Jaguar, j'ai compris qu'il se posait là un petit problème d'être et d'avoir.

Si nous voulons vraiment changer ce monde, il faut commencer par changer notre pensée des valeurs, notre façon de voir la vie. Qu'est-ce que je veux en tant qu'être égoïste ? Je veux respirer un air pur. Je ne veux pas qu'on m'intoxique comme on est en train de le faire avec les conservateurs. C'est pour vous tous la même chose. Tranquille ! Personne ne dit rien. Je m'intoxique... Mais, vous madame, si vous mourez dix ans trop tôt et que vous avez le malheur de fumer un peu, on dira : "*Mort par la cigarette !*" Cela arrange tout le monde. Mais ce ne sera pas à cause du..., parce que là, intervient la question de l'industrie, donc celle du travail. Nous sommes dans une société hypocrite !

Pour faire changer cela, je vais vous donner quelques consignes en tant que "CPP", "casse-pieds professionnel" que je suis. (*Rires.*)

Il faut se battre et, pour cela, il faut être partout. J'ai par exemple été invité à Paris, dans une conférence avec le ministère de l'Environnement à Lille ; j'ai été casse-pieds, tout en restant "à la limite", de façon à ce qu'on ne me mette pas dehors. Lorsque je suis devant des industriels, je parle et je frôle cette limite. C'est ce qu'il faut faire.

Je vous donne donc quelques consignes pour arriver, peut-être, à changer ce monde.

Premièrement, nous sommes en face d'une pensée unique terrible, une pensée unique politique. Les partis politiques aujourd'hui sont gérés par des "chefs de clan". Il faut dire "oui." Dès qu'ils disent "oui", tout le monde dit "oui" parce que, si on dit "non", dehors ! C'est très grave. Mais j'ai compris l'astuce ! Qu'est-ce que je fais pour faire voter les gens ? Pour les faire changer ? Je combats les...

Deuxièmement, nous sommes dans une société réparatrice. On répare tout ! On pollue ? Maintenant que la pollution est là, cela coûte tant. Mais la réparer plus tard, cela coûte beaucoup plus ! Nous sommes dans ce genre de société ; "on répare".

Nous sommes dans une société "cumul d'entreprises". Les sociétés sur les journaux... Nous sommes dans ce monde-là.

Nous sommes également dans un monde où l'on ne réfléchit pas. Vous allez mettre du chauffage électrique dans des HLM. Les gens ensuite devront payer. Ils vont

voir une autre caisse française qui va payer pour eux. Nous sommes dans une société stupide : on paie pour payer. Ensuite, ils mettent d'autres personnes pour réfléchir aux coûts d'investissement, aux coûts d'exploitation et aux coûts d'emploi...

Pour finir, nous sommes dans une société d'experts. Chaque fois que je vais quelque part, j'entends dire : "*Nous sommes les experts*". Et les experts disent qu'il n'y a aucun problème. Mais lorsqu'un "petit expert" dit "non", celui-là ne vaut rien ! Voyez ce qui s'est passé avec l'amiante. Et, malheureusement, pour avancer, il faut qu'il y ait des morts et des lois. Cela a été le cas pour l'amiante. On se réveille quarante ans après !

Mais nous tous, nous avons une chance extraordinaire. Le pétrole va s'éteindre tout seul ! Vous avez compris le sens de mes paroles... Et, petit à petit, le problème va se poser pour chaque ressource. C'est à ce moment-là que nous allons nous réveiller. J'espère que l'homme sera plus intelligent.

Prenons l'exemple de la Camargue. Les touristes viennent, donc on tue tous les moustiques ! On met des pesticides partout. Mais ils n'ont pas compris qu'ils étaient également en train de tuer tout l'écosystème !

“ Pour avancer, il faut qu'il y ait des morts et des lois. Cela a été le cas pour l'amiante. On se réveille quarante ans après ! ”

L'homme commence à comprendre qu'il est touché directement par la chaîne alimentaire, à l'intérieur de son corps. C'est ce qui va le sauver ; ce sont les malheurs qui feront peut-être un jour son bonheur.

A N D R É E B U C H M A N N : Merci beaucoup de cette belle démonstration. Ta conclusion est effectivement pleine de bon sens. Le "non" qui a été majoritaire en France est aussi un "non" à l'élite que tu critiquais un peu. Deuxièmement, la prise en compte de la globalité de tout ce qu'on ingère et de la prévention doit être une de nos priorités.

Cela dit, la France a adopté un Plan national santé environnement, sous la pression européenne, mais il est vrai qu'on n'en a pas suffisamment parlé. L'Observatoire de la qualité de l'air intérieur que j'ai le plaisir de présider entre un peu dans ce type de perspective.

Farid, nous avons préparé ensemble la conférence de Johannesburg voici quelques années. Tu fais partie de ceux qui travaillent beaucoup avec les pays du Sud.

F A R I D Y A K E R, *coordinateur, ENDA Tiers-Monde, délégation Europe* : ENDA, Environnement Développement Action, est une ONG internationale. Elle a été créée en 1972, suite à la Conférence de Stockholm sur l'environnement, la première à avoir établi le lien entre environnement et développement et les interactions qui pouvaient exister entre les deux concepts, ce qui a abouti par la suite, en 1992, au concept du développement durable.

Le concept de décroissance peut paraître incongru ou même inconvenant pour une ONG du Sud confrontée quotidiennement, de par ses activités, à la pauvreté et au chômage. Dans un contexte de faiblesse du revenu par habitant, c'est la croissance économique qui est une nécessité. Elle seule peut permettre de faire face aux besoins d'emplois, notamment pour les jeunes (taux de chômage des jeunes pouvant atteindre les 40 % dans certains pays), d'infrastructures sociales (écoles, dispensaires, assainissement, adduction d'eau, réseaux électriques, routes, etc.).

Et pourtant, il est certain que la généralisation du modèle de consommation occidentale à l'échelle mondiale aggrave de manière considérable les risques écologiques encourus par la planète :

- pour **L'ENVIRONNEMENT GLOBAL** : forte croissance attendue des émissions. L'accroissement des quotas de production de l'OPEP et le pompage maximum d'après lequel on assiste actuellement signifie un accroissement comparable des émissions de CO₂. L'urbanisation accélérée des continents africains et asiatiques (37 % et 50 % en 2020) sont de ce point de vue une très mauvaise nouvelle. Alger ou Dakar sont désormais des villes asphyxiées (au propre et figuré) par les véhicules, où le métro n'existe pas, et où les transports publics représentent une fraction de plus en plus faible des déplacements urbains avec toutes les conséquences que nous savons sur la pollution et la croissance des émissions.

- pour **LES ENVIRONNEMENTS RÉGIONAUX**. En Méditerranée : pollution des mers, des cours d'eau, disparition des patrimoines architecturaux, déforestation, artificialisation du littoral, etc.

Il nous semble donc plus convenable au Sud, comme au Nord d'ailleurs, de parler de **CROISSANCE ÉCOLOGIQUEMENT SOUTENABLE** que de **DÉCROISSANCE**, celle-ci pouvant cependant concerner certains secteurs d'activités ayant un impact négatif voire dangereux sur l'environnement global de la planète (par exemple les transports, pour lesquels les coûts écologiques ne sont pas internalisés).

La problématique Nord/Sud : une responsabilité historique des pays industrialisés... En matière d'environnement global les pays sont confrontés aux mêmes dangers mais leurs responsabilités ne sont pas identiques. Les pays industrialisés sont historiquement responsables d'une grande partie des dégradations causées à l'environnement ou au patrimoine écologique de la planète (émissions cumulées de GES, déforestations, impact de la colonisation, etc.).

...MAIS ON ASSISTE À UNE AUGMENTATION RAPIDE DES NIVEAUX DE CONSOMMATION DANS LES PAYS DU SUD ET DANS LES PAYS ÉMERGENTS. Au total, c'est plus de 4 milliards d'habitants qui aspirent à rejoindre les niveaux de consommation du Nord ! En Chine, dont les importations de pétrole et d'acier ont explosé, plus de 200 millions de personnes ont d'ores et déjà un niveau de consommation de pays développés.

Le **PRINCIPE DE RESPONSABILITÉ COMMUNE MAIS DIFFÉRENCIÉE** adopté à Rio en 1992 est toujours d'actualité mais **IL PERD DE SA PERTINENCE** compte tenu d'une part de la montée en puissance des pays émergents (hétérogénéité des pays du Sud) et d'autre part des efforts de certains pays du Nord (ex : Union Européenne) et à contrario du refus des États-Unis d'appliquer de nombreuses conventions internationales.

LA QUESTION DU CLIMAT illustre la problématique Nord/Sud en relation avec les problèmes d'environnement global : le Protocole de Kyoto (PK) qui s'inscrit dans une optique de décroissance puisqu'il vise à faire baisser de 5 % les émissions par rapport aux niveaux de 1990 concerne dans une première phase (2008-2012) les pays industrialisés historiquement responsables du plus gros des émissions. Le PK devrait être étendu aux pays en développement à partir de 2012. Le refus de l'administration Bush de signer le PK,

“ Alger ou Dakar sont désormais des villes asphyxiées (au propre et figuré) par les véhicules ”

“ Il nous semble donc plus convenable au Sud, comme au Nord d'ailleurs, de parler de **CROISSANCE ÉCOLOGIQUEMENT SOUTENABLE** que de **DÉCROISSANCE** ”

qui réduit fortement l'impact de cet accord (les Etats-Unis étant le premier émetteur de GES de la planète), est lié d'une part à une volonté de ne pas handicaper la croissance américaine (recours à la solution technologique) et d'autre part de ne pas accepter que la phase de réduction initiale ne concerne pas de gros émetteurs de GES tels que la Chine ou l'Inde.

Ces derniers mettent en avant le fait que leurs émissions par tête restent de loin inférieures à celles des pays industrialisés et que des transferts importants de **TECHNOLOGIES** environnementales sont nécessaires pour les convaincre de s'impliquer activement dans le PK.

Seule la voie de la **NÉGOCIATION MULTILATÉRALE** qui débouche sur des accords internationaux peut apporter des solutions aux problèmes d'environnement global auxquels nous faisons face.

Il existe une multitude **D'ACCORDS MULTILATÉRAUX POUR L'ENVIRONNEMENT (AME)** mais ils sont très peu appliqués (à l'exception du Protocole de Montréal qui visait les CFC pour lesquels existait une solution de substitution). La plupart des autres conventions : biodiversité, désertification, climat, etc. connaissent des difficultés de mise en œuvre et ne disposent pas de mécanismes d'observance assortis d'un régime de sanctions.

La Convention Climat est la seule qui innove avec le « Cap and trade system » du PK qui crée artificiellement de la rareté, ce qui permet de mettre en place un système d'échange de quotas. Mais comme on l'a vu plus haut, l'impact du PK ne sera réel que si l'ensemble des pays participent et que si les niveaux d'émission autorisés sont considérablement réduits (ce qui n'est pas le cas actuellement et ce qui fait craindre aux experts que même en cas de mise en œuvre réussie, le PK constituera une tentative méritoire mais insuffisante pour faire face à l'ampleur de la menace climatique).

La mise en place rapide d'une organisation des Nations-Unies pour l'environnement, seule capable de coordonner et de suivre l'élaboration et la mise en œuvre des AME, apparaît comme une nécessité urgente.

Les accords internationaux doivent être relayés dans les pays par des **ETATS** qui utilisent au mieux les politiques fiscales et les dispositions réglementaires pour protéger l'environnement et respecter leurs engagements internationaux. Le rôle des Etats est déterminant de par les choix d'aménagement du territoire, d'infrastructures, de formulation et de mise en vigueur des lois et règlements, d'incitations fiscales, etc. De nombreux Etats ont cependant besoin d'un appui conséquent en termes de **RENFORCEMENT DES CAPACITÉS** pour être en mesure de remplir leurs obligations internationales. Car un des problèmes majeurs est celui de la **NON MAÎTRISE** par les Etats des pays du Sud des conséquences du mal-développement et de la mondialisation : effets négatifs de la croissance urbaine, des changements de modes de production et de consommation, etc. Les Etats du Sud manquent cruellement de **MOYENS** humains et matériels pour faire face aux problèmes auxquels ils sont confrontés.

Il est important que d'autres acteurs se mobilisent et prêtent main forte aux Etats : les citoyens (rôle primordial de l'éducation à l'environnement et contribution à la réduction de l'empreinte écologique), les associations (importance du respect de la liberté d'association et de la société civile), les collectivités locales (importance de la décentralisation pour permettre une gestion de proximité plus proche des réalités et en adéquation avec les besoins réels des territoires et des populations), les entreprises, notamment les multinationales qui doivent assumer pleinement leurs responsabilités sociales et environnementales. C'est donc un **NOUVEAU MODE**

DE GOUVERNANCE qu'il s'agit de susciter pour répondre aux défis environnementaux qui menacent la planète.

En somme, le traitement des problèmes auxquels fait face la planète exige la mise en œuvre d'une **APPROCHE MULTILATÉRALE** qui prenne en compte les différences de situation des pays au regard des niveaux de développement, de l'empreinte écologique par habitant, etc. en vue d'aboutir à des solutions négociées accompagnées de mécanismes d'observance.

Le traitement de ces problèmes implique une **COOPÉRATION ACCRUE ET DES MÉCANISMES DE SOLIDARITÉ** qui permettent aux plus riches et aux détenteurs de technologies et de savoir-faire de les transférer vers les pays pauvres et émergents.

Il implique un nouveau **MODE DE GOUVERNANCE** qui privilégie le partenariat et l'exercice de la responsabilité par l'ensemble des acteurs concernés par les problématiques environnementales.

La **CROISSANCE ÉCOLOGIQUEMENT SOUTENABLE** et le **DÉVELOPPEMENT DURABLE** doivent rester la priorité des pays pauvres ou émergents. Ces derniers doivent cependant participer de manière **ACTIVE** à la recherche de **SOLUTIONS COMMUNES** aux défis auxquels nous sommes tous confrontés.

“ Il implique un nouveau mode de gouvernance qui privilégie le partenariat et l'exercice de la responsabilité ”

A N D R É E B U C H M A N N : Merci, Farid. C'était très intéressant et complémentaire de ce que disait Victor-Hugo. Vous avez dit les choses un peu différemment.

Cette question démocratique est effectivement au cœur du débat écologique que Victor-Hugo a abordée à travers son anecdote sur la mobylette.

D E N I S S E R R E, je suis consultant. J'apprécie beaucoup la qualité de vos intervenants, mais en venant dans cet atelier, je m'attendais à y entendre également un tenant de la décroissance raisonnée ou soutenable. Or, je n'ai entendu que des personnes défendant la vision du développement durable et leur apport... dans le Sud.

C'est très intéressant, mais le thème était celui de la décroissance soutenable et je m'attendais à entendre un tenant de cette pensée qui, aujourd'hui, se développe malgré tout. J'ai l'impression qu'il y a eu, entre guillemets, “publicité mensongère”. (Rires.) Merci.

[...]

Je n'ai pas dit que j'étais entièrement d'accord. Je partage *grosso modo* votre point de vue, mais ce n'était pas du tout le thème de cet atelier.

A N D R É E B U C H M A N N : J'aimerais préciser, Denis, que c'est le Comité qui choisit les personnes, les intervenants et les animateurs. Certes, nous aurions pu le concevoir différemment, mais c'est très intéressant comme cela.

G É R A L D I N E C A R B A R R O T : Je représente Écoforum.

Nous avons fait des constats, tout le monde est d'accord avec tout ce que vous avez dit, mais ce qu'il me manque, en tant que jeune, c'est une implication politique, c'est connaître la position des politiques par rapport à la décroissance raisonnée dans nos pays, puisque, de toute façon, pour les pays du Sud, à mon avis, ce n'est pas le sujet.

“ Traitement des problèmes auxquels fait face la planète exige la mise en œuvre d'une approche multilatérale ”

Dans les pays du Nord, quelles sont les positions de la politique, de la publicité qui contribue à une croissance destructrice et à ces consumérismes que nous connaissons aujourd'hui, ainsi que des entreprises, sur ce sujet ? Ce qui nous manque, ce sont vraiment des réponses concrètes pour avoir une vision positive. Pour l'instant, c'est un peu du "concept".

“ Ce qui nous manque, ce sont des réponses concrètes. Pour l'instant, c'est un peu du « concept » ”

JOËL DE MONTALIER : Bonjour, anciennement WWF, je dirige aujourd'hui une école de formation d'ingénieurs et de managers, et au développement durable.

Nous n'avons pas du tout évoqué la question de la croissance ou de la décroissance démographique. Or, il me semble que c'est une notion importante, essentielle, qu'il faudrait peut-être intégrer au débat.

Un autre aspect me paraît intéressant. Nous parlons tous au titre ou au nom du développement durable. Or, si nous parlons à la fois de développement et de décroissance, il semble y avoir quelque chose d'un peu antinomique.

Voici quelques années, on évoquait la nécessité de ramener le développement ou le niveau de développement des pays..., à celui tel qu'il existait en 1964. C'était à l'époque, me semble-t-il, les Allemands qui avaient indiqué que, pour que ce monde soit à peu près en équilibre ou en position de rééquilibrage, il faudrait que le Nord se replace au niveau de développement auquel il se trouvait en 1964. C'est assez intéressant...

UN INTERVENANT : Pour le monde occidental.

JOËL DE MONTALIER : Absolument, pour arriver à un rééquilibrage.

Dans l'Organisation mondiale du commerce que vous n'avez pas évoquée, mais qui, je pense, était probablement dans votre esprit, il existe des règles... auxquelles de nombreux pays ont accepté de participer. Ils ont accepté de reconnaître l'autorité de l'OMC.

Or, nous voyons bien que, dans cette organisation, puisque nous pouvons parler là de début de supranationalité, il n'existe pas de règles satisfaisantes autour du développement durable et, en particulier, de règles du jeu identiques sur l'aspect social, par exemple, des salariés.

Comment exporter nos "remarquables syndicalistes" pour aller expliquer aux Chinois et aux Indiens que le coût de la production et des salaires devrait être plus élevé et en équilibre par rapport au nôtre ? Nous voyons bien que c'est extrêmement difficile. Nous pourrions tout à fait trouver une communauté de vues ou d'esprit par rapport à ces questions, mais avant d'arriver à des solutions concrètes...

Je pense notamment à des bandes dessinées que nous lisions lorsque nous étions jeunes. La planète y était représentée comme une espèce d'immense navire. Or, les hommes n'avaient pas réussi à s'entendre sur ce caractère supranational ou, s'ils le faisaient, cela aboutissait à une sorte de formidable tyrannie de la part d'un seul individu, etc. Au bout du compte, il fallait partir dans l'espace trouver un autre navire pour le développer...

Tout cela pour dire que l'homme a un côté extrêmement destructeur, nous le voyons bien, et il n'arrive pas lui-même à se substituer à ce dont il est pourtant le produit, c'est-à-dire le côté systémique de son individu.

FRANÇOIS MOISAN, *Directeur scientifique, ADEME*: Je voudrais revenir sur la question posée par Denis Serre.

Nous sommes tous d'accord avec les trois intervenants – en tout cas, je le suis de A à Z notamment en ce qui concerne le Sud. Personne ne peut dire qu'il faut maintenir les pays du Sud dans un état de sous-développement ou de pré-développement. C'est clair.

En revanche, et Robert Lion l'a bien dit, le mot "décroissance" est quand même très provocateur. Il est très difficile à manipuler. Nous sommes ici dans un endroit où nous pouvons peut-être nous permettre de le questionner. C'est un mouvement qui prend de l'ampleur en Europe, au niveau intellectuel ; des concepts sont développés. Il serait à mon avis très dommage que nous ne nous posions pas la question.

D'un point de vue économique, le principal argument contre la décroissance est qu'avec la décroissance, nous n'avons pas le moyen de limiter les disparités de richesse et de redistribuer sans toucher au patrimoine. Finalement, c'est la croissance de la richesse... Je suis tout à fait d'accord sur l'ambiguïté du mot "richesse". Disons que c'est la croissance économique qui permet de redistribuer, sans toucher au patrimoine de chacun.

Si nous rentrions dans un tel système – je parle des pays du Nord – de décroissance, cela voudrait dire, pas seulement par rapport aux pays du Sud...

Que signifie l'histoire du facteur 4 pour les émissions de gaz à effet de serre ? Cela signifie que les pays du Nord vont décroître leurs émissions pour permettre aux pays du Sud de continuer à croître et donc d'émettre. Personne ne conteste le fait qu'ils vont continuer à émettre. Mais, au sein même des pays développés, il existe des disparités de richesses, des pauvres, un quart-monde. Comment peut-on, dans un pays développé comme le nôtre, imaginer une décroissance et une redistribution, c'est-à-dire aller vers quelque chose de plus juste socialement, donc dans les concepts durables ? C'est un problème de fond.

Je n'ai pas la solution, mais c'est une question à se poser.

Derrière la décroissance économique, il y a toutes les interprétations sur un PIB qui ne serait pas un PIB économique, avec une intégration des atteintes au capital environnemental non reproductible et on peut imaginer qu'on ait une croissance... Mais au delà, se pose, nous le voyons bien, la question de la décroissance des ressources. Le pétrole va décroître, ce n'est pas un choix. Des matières premières vont décroître. Nous le subissons.

Nous devons nous poser des questions peut-être pas d'un point de vue économique encore une fois - le PIB, c'est très complexe, cela englobe beaucoup de choses - mais par exemple sur la mobilité. Pouvons-nous nous permettre d'être dans une optique de croissance de la mobilité ? La mobilité est une valeur et il est très provocateur

de dire qu'il faut limiter le développement de la mobilité dans les pays riches. Ce n'est pas facile à assumer. Pourtant, je ne vois pas du tout de modèle ou de scénario qui nous permettrait de faire croître la mobilité à 2050, par exemple, en étant en cohérence avec l'effet de serre. On peut encore imaginer des techniques, mais 2050 viendra quand même assez vite...

“ Que signifie l'histoire du facteur 4, les pays du Nord vont décroître leurs émissions pour permettre aux pays du Sud de continuer à croître et donc d'émettre ”

Pouvons-nous assumer une décroissance de la mobilité et du confort ?

Je n'ai pas de réponse à ces questions, mais il faut que nous nous les posions ici. Ce n'est pas du tout évident. La vitesse est une valeur. Elle commence à ne plus l'être comme elle l'a été ; les gens acceptent qu'elle décroisse.

Encore une fois, nous sommes d'accord en ce qui concerne les pays du Sud. Mais le problème de la décroissance est posée chez nous, il est très provocateur et, pour moi, le principal argument est le suivant : comment organiser une décroissance et une redistribution des richesses ?

U N I N T E R V E N A N T : Je voudrais rebondir sur ce qu'a dit Robert Lion.

Tout d'abord, je trouve qu'en Occident nous sommes des "spécialistes de l'auto-flagellation". Nous trouvons que notre modèle n'est pas extraordinaire, mais lorsqu'on va dans les pays du Sud, on est quand même content de rentrer !

Je ne dis pas que le modèle de la démocratie, le modèle libéral, le capitalisme de marché, c'est "la fin de l'histoire", comme le disait Fukuyama, mais le problème n'est-il pas davantage un problème de dysfonctionnement ? Il ne s'agit pas de jeter le bébé avec l'eau du bain.

Le modèle économique aujourd'hui dysfonctionne parce que nous n'y avons pas intégré les externalités environnementales et sociétales. En définitive, le modèle, avec tout cela intégré, pourrait fonctionner dans un cercle vertueux, vers le développement durable ; je pose la question à Robert Lion puisqu'il est économiste.

Je vous invite à aller consulter le site Internet "*décroissance.org*". On y parle d'un autre monde. Mais, quand on en vient aux choses concrètes, cela me fait peur. Que prônent les partisans de la décroissance ? De revenir à la marine à voile, aux chars à bœufs, etc.

Pour moi, c'est une utopie, cela ne me semble pas réaliste. Cela étant, je suis sensible à ce qu'ils disent sur la décroissance, en particulier Serge Latouche qui parle de "*décroissance conviviale*". Cela rejoint ce que disait notre "CPP", "casse-pieds professionnel préféré", Victor-Hugo, sur ce qu'il a vécu en arrivant en France, notamment ce sentiment de tristesse et de solitude. Nous n'allons pas enfoncer des portes ouvertes, mais nous sommes de gros consommateurs d'anxiolytiques, etc. Tout cela m'interpelle.

Les partisans de la décroissance ou de la simplicité volontaire parlent justement d'un retour vers quelque chose qui a plus de sens, à un

niveau presque spirituel. Cela m'interroge. D'après moi, plus que le problème économique, c'est cela qui dysfonctionne dans notre façon de vivre, dans notre modèle. Par rapport aux pays du Sud, nous vivons mal, d'un point de vue presque psy... individuel.

“ Je vous invite à aller consulter le site Internet «*décroissance.org*». On y parle d'un autre monde ”

V I C T O R - H U G O E S P I N O S A : Je vous donne un exemple. J'adore les exemples !

J'arrive du Chili. Là-bas, on fait une grève parce que les gens meurent de faim. J'arrive en France et, à Michelin où j'étais ingénieur, on a fait une grève pour la climatisation. Cela a été un choc psychologique ! (*Rires.*) Je me suis tout d'abord dit : " *Ils sont bêtes, ces Français.*", mais ensuite je me suis rendu compte qu'au fond, c'était moi l'idiot. Pourquoi ? Si aujourd'hui au Chili, nous ne sommes pas sacrifiés, si nous

avons les congés payés, c'est grâce à des gens comme vous qui se sont battus à un moment donné. Il y a en fait un décalage et nous bénéficions de bien des luttes menées par ces gens-là.

Faire une grève pour la climatisation, était-ce injuste ? Non, c'était très juste. C'est cela que j'essaye de vous expliquer. Tout à l'heure, quelqu'un a dit que nous n'avions pas de réelles solutions. Tout ce que je vous ai dit... a une solution. Mais il ne faut pas être naïf, l'accord, cela n'existe pas ! Ce n'est pas : *"J'ai une pensée positive, je vais faire quelque chose !"* Je n'y crois pas, je crois aux rapports de force. Le couple, c'est beaucoup de choses, mais c'est également un rapport de forces. Nous parlions de croissance ; on dit : *"Rien ne se perd, tout se transforme"*, quand quelque chose croît, autre chose décroît. Vous le savez, c'est élémentaire.

Vous avez dit tout à l'heure que vous n'aviez pas de solution. Je vous en ai cité cinq. La première consiste à changer nos consciences : voulons-nous vivre comme des imbéciles ou voulons-nous être heureux "tout court" ? C'est à partir de là qu'on changera la mentalité des Européens. Un Européen qui, ici, se comporte correctement, puis fait du tourisme sexuel et n'importe quoi avec des gamines de dix ans lorsqu'il est à l'autre bout du monde !... Est-ce là la société que nous voulons ?

Je vous donne cet exemple car c'est le même en ce qui concerne les entreprises. Je veux que les entreprises françaises ne se permettent pas de se comporter de façon "dégueulasse" lorsqu'elles vont ailleurs, en mettant des incinérateurs pourris ! Une des solutions consiste donc à interdire aux sociétés des pays riches d'aller faire des choses "dégueulasses" à l'autre bout du monde. Je peux citer l'exemple des voitures pourries qu'elles mettent au Chili, parce qu'elles polluent !

Je vous ai parlé d'une autre solution qui concernait la pensée unique, médiatique, politique, économique... Je peux vous dire une chose ; nous les faisons trembler, nous, les casse-pieds. Pourquoi ?

Les cosmétiques français sont presque au top du..., ils sont très contrôlés. Pourquoi ? Parce que les Français, dès qu'on touche leur peau, leur bouche, leur ventre, râlent tout de suite ! Et c'est très bien, il faut continuer à râler. Quand vous râlez, là-haut, cela bouge ! Vous faites bouger le pouvoir économique, le pouvoir politique.

Je vous ai dit qu'il fallait sortir de la "société réparatrice". On laisse les pollutions s'aggraver... : *"Qu'ils crèvent, les Péruviens !"* C'est cela qu'il faut pourtant éviter ! Il faut éviter qu'une entreprise française ou américaine aille polluer les rivières et tuer des gens avec le mercure déversé dans les rivières. Nous ne devons plus tolérer ce genre de chose.

“ Une des solutions consiste donc à interdire aux sociétés des pays riches d'aller faire des choses « dégueulasses » à l'autre bout du monde ”

Je me fiche de savoir si c'est la question de la décroissance ou de la croissance. Je suis dans cet atelier parce que j'aime bien les ateliers un peu fou. Ce qui m'intéresse, c'est que l'homme, que chaque espèce de cette planète soit bien, pour que nous puissions continuer à vivre.

Je vous ai parlé tout à l'heure de coûts d'investissement et de coûts d'exploitation. J'ai travaillé pour une centrale nucléaire..., comme ingénieur. Je faisais des calculs et j'ai commencé à en faire pour permettre des économies d'énergie pour les usines de... Ils m'ont demandé : *"Pourquoi fais-tu cela ? Nous ne t'avons pas demandé de faire*

des économies d'énergie ! On s'en fiche. Ce que nous voulons, c'est faire passer notre projet. EDF nous paye tant, mais ils ne nous demandent pas de faire des économies sur les coûts... Nous voulons un prix qui passe, le minimum possible, un calcul pour que tout passe au minimum par rapport à la loi."

J'ai compris une chose et c'est là que nous devons casser les pieds : pour changer la loi. Quand vous changez à un riche un élément, cela entraîne un coût horrible à l'autre bout ! Quand des Indiens meurent à cause du benzène et que vous le réglez, cela tremble de partout ! Et c'est cela qu'on doit faire !

Nous devons, chacun dans notre rôle, continuer à être des casse-pieds. Il existe des solutions, mais le problème numéro 1, pour moi, c'est l'inquiétude que j'ai par rapport au tiers-monde, pour tous ces gens. C'est une inquiétude humaine. C'est par rapport à cela que nous devons agir et ne pas laisser faire n'importe quoi.

Par exemple, le sida tue plein de monde. Les Brésiliens ont copié et ils ont commencé à fabriquer la pilule. Le brevet, ils ne le payent pas ! On ne paie pas quand il s'agit de problèmes aussi graves que celui-là.

U N I N T E R V E N A N T : Si j'avais fait un topo un peu plus long, j'aurais parlé également de ce..., je crois, souhaitable dans les pays du Nord. Je suis largement d'accord avec les avocats de la décroissance sur de nombreux thèmes. Je suis un partisan d'une chose assez difficile à dire en termes de communication : la sobriété. Cela comporte notamment des limitations, des restrictions, des réductions, des décroissances en termes de mobilité, de consommation, etc. Nous sommes sans doute nombreux ici à être d'accord avec ces idées.

Mais, je viens ici pour une Université de la communication pour le développement durable. Si nous voulons ne pas prêcher dans le désert et ne pas prendre les gens complètement à rebrousse-poil, de même que nous avons dit, Farid et moi, que le terme de "décroissance" était irrecevable en direction des pays du Sud, il faut faire très attention à ce que nous disons ici ; si nous voulons arriver à des progrès dans la prise de conscience, de conviction, de modification des comportements dans nos pays du Nord, il ne faut pas raconter n'importe quoi. Tous les experts de la communication vous le diront. On ne va pas demain matin, au moment où un gouvernement qu'on aime ou non parle de relancer la croissance, parce qu'on n'a pas d'autre idéologie que celle de dire que la lutte contre le chômage passe par ce qu'on appelle la croissance, prêcher la décroissance.

“ La sobriété comporte notamment des limitations, des restrictions, des réductions, des décroissances en termes de mobilité, de consommation, etc.”

Il y a beaucoup à dire sur le terme de "croissance raisonnée". Je regrette beaucoup que M. de Villepin – je réfléchis à faire un petit papier en ce sens – lorsqu'il relance la croissance, n'ait pas l'idée d'un volet qualitatif qui se rapproche du développement durable, lequel est passé par pertes et profits au cours des "cogitations nationales" de cet été, alors qu'il était plus ou moins à la mode voici quelque temps.

Il faut donc faire très attention à ce que nous disons si nous voulons faire avancer des comportements qui débouchent sur des modes de croissance tels que ceux sur lesquels nous sommes tous d'accord ici.

Juste un mot sur un autre sujet. 1964... Moi qui suis parmi les doyens, sinon le doyen ici, je l'ai bien vécu. 1964, c'était le milieu des Trente Glorieuses. C'était une époque où, comme on l'a dit malheureusement, malencontreusement quelque temps plus

tard, tous les clignotants étaient au vert ; chaque année, c'était un peu mieux que l'année précédente. Sur quels critères ? Non pas sur ceux qui nous concernent ici, mais sur ceux du logement, de l'équipement ménager et automobile, de la télévision. Il y avait de la consommation, il n'y avait pas de... On ne prononçait pas le mot "chômage".

Je me souviens du bouquin à la mode, dont le titre était "*Le défi américain*", de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Nous avions notre modèle là-bas. Nous n'étions sur Terre que 3,5 milliards et les problèmes de ce qu'on appelait le tiers-monde ne nous encombraient pas. Des ouvriers portugais venaient aider à construire les maisons, comme des ouvriers polonais étaient venus dans les mines dans l'entre-deux-guerres. Il y avait un petit peu de rapatriés, quelques Algériens. Nos problèmes d'aujourd'hui n'existaient pas. Le monde ne nous prenait pas à la gorge. L'idée que des Chinois viennent mettre en péril l'industrie textile même à Troyes ou à Roubaix n'était pas à l'ordre du jour. 1964, c'est complètement idéal, parce que le monde autour de nous a changé !

A N D R É E B U C H M A N N : Merci, Robert.

U N I N T E R V E N A N T : Je rapportais simplement ce qui avait été dit à l'époque. Je ne dis pas que c'était la solution.

A N D R É E B U C H M A N N : Nous avons compris. C'était bien de faire la référence, de préciser.

F A B R I C E F L I P O, *Institut national des Télécommunications* : Je ferai quelques remarques.

Tout d'abord, il n'y a peut-être pas besoin de poursuivre de faux débats. Personne ne parle de décroissance pour le Sud. C'est très souvent critiqué, mais la critique ne porte pas puisque personne ne défend cette idée. Ce n'est peut-être pas la peine de s'attarder sur ce point.

Deuxièmement, se pose le problème de se détacher de la pensée modèle. Mais si nous attendons d'avoir un modèle parfait avant d'agir, nous risquons d'attendre longtemps !

Commençons par agir ici, en France, c'est un peu cela le langage de la décroissance. L'idée n'est pas de se dire que "*c'est bon, on a un mot d'ordre pour le monde entier*". Il n'y a pas de traduction de la décroissance ailleurs qu'en France. C'est intraduisible en anglais. Personne n'a trouvé de traduction. C'est quelque chose qui marche bien en France, qui résonne dans des oreilles de Français, mais pas dans celles d'autres pays ; même si certaines choses y ressemblent, elles ne portent pas le même nom.

Comment faire pour sortir de la pensée modèle et faire des choses aujourd'hui qui ne semblent pas anecdotiques ? On peut toujours se dire : "*Oui, mais si je fais quelque chose dans mon coin, ce sera anecdotique. Donc je ne fais rien.*" À ce rythme-là, on ne risque pas d'avancer !

Je remarque que la décroissance est le seul discours qui soit un discours existentiel. Il sort les gens de la pensée unique qui leur répète : "*Vous êtes heureux. Mais si, vous êtes heureux ! Consommez davantage. Mais si ! Vous êtes heureux !*" Les gens rentrent chez eux et se demandent ensuite : "*Comment se fait-il que je sois malheureux ? Ce n'est pas possible, je devrais être heureux. J'ai un PNB fabuleux, etc.*" Pourtant, ils ne le sont pas. Même les riches. Or, de cela, on n'en discute pas.

La décroissance est le seul "endroit" où l'on parle de choses existentielles. Or, partir des choses existentielles est à mon avis la seule façon de reconstruire quelque chose

“ Il ne s’agit pas de se serrer la ceinture, mais de vivre en harmonie avec ses voisins et avec la nature ”

de vraiment différent. Il ne s’agit pas de se serrer la ceinture, mais de vivre en harmonie avec ses voisins et avec la nature, ce qui est totalement différent. Nous ne pouvons pas consommer plus parce que consommer plus rend malheureux. Ce n’est pas se

serrer la ceinture ! Je ne dis pas cela pour les pauvres en France. Évidemment, il leur faut un logement, etc. Mais il ne leur faut pas des points de PIB !

Je réponds à l’objection de François Moisan qui est tout à fait bonne, mais néanmoins largement tronquée. *(Rires.)*

Certes, la croissance permet de redistribuer sans toucher au patrimoine, mais ne sommes-nous pas déjà en train d’y toucher ? On touche à celui du tiers-monde, à celui des générations à venir. Là, c’est un patrimoine auquel on a le droit de toucher, mais on ne doit pas toucher à celui des gens aujourd’hui ! Eh bien si. Un jour, il faudra y toucher, de gré ou de force, parce que la croissance va s’arrêter de toute manière. Il est utopiste de continuer sur la croissance.

F R A N Ç O I S M O I S A N : Je ne disais pas qu’il ne fallait pas y toucher. J’ai dit que cela posait problème.

F A B R I C E F L I P O : Voilà, mais cela veut dire qu’on va rentrer dans les choses concrètes, dans les vraies alternatives.

U N I N T E R V E N A N T : Ce n’est pas une utopie, c’est un désastre.

A L A I N C L E R C, *Fondation du Devenir* : J’aimerais relever quelques points. On parle de croissance et de décroissance. En France, il y a une réflexion qu’on ne mène pas ou qu’on mène indirectement. Les mots ont été dits, mais jamais véritablement prononcés.

Dans les pays anglo-saxons, on a beaucoup travaillé sur les nouveaux indicateurs de qualité de vie qui sont un élément extrêmement important. En France, on refuse d’entrer en matière sur cette question. Si on travaillait sur ces critères, sur ces indicateurs de qualité de vie, si on redonnait du sens à la vie, on aboutirait nécessairement à des politiques de décroissance et de décroissance raisonnée.

“ Dans les pays anglo-saxons, on a beaucoup travaillé sur les nouveaux indicateurs de qualité de vie ”

Je viens de commencer le dernier livre de Patrick Viveret et j’ai vu qu’il abordait cette question. C’est la première fois que je le lisais sous la plume d’un auteur français.

Nous avons là un immense travail à faire et c’est le meilleur moyen d’aborder véritablement cet enjeu. Autrement, on pose le problème, on tourne autour, mais on n’arrive à aucun résultat. Je voulais le mentionner ici, car il me semble dommage de ne pas l’avoir mentionné. La qualité de vie est au centre des politiques de décroissance ou de croissance raisonnée.

J E A N - T H I E R R Y W I N S T E L : Je suis directeur de BIOVIVA. Je suis d’accord avec ce que dit Fabrice. Je ne pense pas qu’il y ait une croissance ou une décroissance, mais surtout des croissances qui ne sont pas bonnes. Je parlerai d’utiles et de futiles. Il y a des métiers, des produits et il faut se poser la question de leur utilité.

Nous sommes envahis de produits et je me demande s’ils sont utiles d’une part, au respect de la vie dans son ensemble et, d’autre part, à l’épanouissement personnel. Sur certains points, je suis assez favorable à la décroissance.

Cela dit, j'essaye d'appliquer depuis dix ans le développement durable au sein de mon entreprise et je peux vous dire ce que cela signifie concrètement sur le terrain. Cela signifie que je limite mon chiffre d'affaires, que je prends des risques énormes par rapport à une concurrence qui peut venir et que, si un jour le chiffre d'affaires chute, les salaires baissent. Qu'est-ce que je dis dans ce cas aux salariés qui ont besoin d'un prêt pour acheter une voiture parce qu'ils habitent un peu loin ou un appartement parce qu'ils veulent devenir propriétaires? Je leur dis que je baisse leurs salaires parce que nous partons tous dans une idéologie de décroissance? Je peux vous le dire, pour une entreprise française qui essaye de travailler sur et pour le développement durable, la décroissance, ce n'est pas facile du tout, c'est même impossible.

Je poursuis. La décroissance est peut-être un objectif, mais à très long terme. Aujourd'hui, nous sommes coincés. Si nous voulons aller vers un objectif... La décroissance, c'est quoi? On s'est tout simplement rendu compte aujourd'hui qu'on avait oublié d'intégrer l'écosystème Terre dans tous nos schémas de pensée collectifs.

Deuxièmement, si cet écosystème est unique et que nous avons besoin aujourd'hui de trois planètes pour vivre comme un Français, cela signifie que, tous les jours, nous avons fait des bêtises! Depuis ce matin, tous ensemble, nous en avons fait. Et je ne cherche pas à faire culpabiliser, loin de là. C'est juste un état de fait.

Qu'est-ce que cela signifie? Nous vivons aujourd'hui sur une Terre qu'ont formalisée nos parents et nos grands-parents; nous ne pouvons rien y faire. Il faut prendre le virage, mais un virage "hyper" large avec un très grand angle, sinon il n'y a pas de bonheur.

Vous voulez faire de la décroissance, mais vous n'avez plus d'amis, plus de famille; vous n'êtes plus rien! C'est terminé. Je vous assure que, dans la réalité, en France aujourd'hui, la décroissance n'est pas soutenable.

U N I N T E R V E N A N T : Il y a la macro et la micro-économie, l'économie large et une économie étroite.

J E A N - T H I E R R Y W I N S T E L : Je veux dire par là qu'il y a la théorie et la pratique. Il est important de faire des théories, des discours, mais lorsque vous voulez l'appliquer au jour le jour, c'est une autre paire de manches!

A N D R É E B U C H M A N N : Je pense que nous parlons de deux choses différentes, mais c'est bien aussi.

M A R C B R I E L L E S : Je vais essayer de répondre à la question posée notamment par Géraldine.

Concernant la décroissance, vu de l'entreprise et notamment de la grande entreprise, ce sera très difficile à faire passer, compte tenu de la pression des investisseurs actionnaires qui veulent de la rentabilité sur leurs capitaux, ce qui va difficilement de pair avec la décroissance.

“ L'un des principaux problèmes est que le monde pense qu'il faut de la croissance pour l'emploi et pour les ressources budgétaires ”

En ce qui concerne les politiques, l'un des principaux problèmes est que le monde politique d'une manière générale – peut-être un peu moins à gauche ou chez les Verts – pense qu'il faut de la croissance pour l'emploi et pour les ressources budgétaires, que ce soit au niveau de l'État ou des collectivités locales. Cela oblige à repenser les modèles de développement. C'est la question notamment du partage du temps de travail, puisque, paradoxalement, en richesses produites, nous continuons à croître légèrement, mais il faut de moins en moins de gens pour cela puisque la productivité est croissante.

Cela pose la question du partage du temps de travail qui a été tenté, qui a d'ailleurs abouti à un résultat de 400 000 emplois créés, mais qui, aujourd'hui, a mauvaise presse, a été mal communiqué. Donc, ce n'est plus vraiment à l'ordre du jour. Pour le gouvernement actuel, c'est clair : même pour l'opposition, nous allons voir comment cela va évoluer... Il est vrai qu'en termes de communication, la question des 35 heures notamment est mal passée. À mon avis, il faudra y revenir (je pense notamment à la semaine de quatre jours) parce qu'il faudra partager le travail.

De la même façon, il faudra soit parler de décroissance, soit s'habituer à une croissance proche de zéro, aussi pour des questions démographiques. Nous sommes bientôt au sommet et les populations vont bientôt commencer à diminuer dans les pays développés. Donc, ne serait-ce que pour cette raison, il faudra s'habituer à une croissance zéro...

Cela pose également la question de l'évaluation, des indicateurs, du PIB. C'est notamment l'idée d'avoir des indicateurs de développement humain au côté du PIB : certains parlent du "BIB", le bonheur individuel brut. C'est d'ailleurs assez frappant ; cette notion du bonheur est peut-être un peu superficielle, entre les pays en voie de développement et les pays développés, avec, d'un côté, la richesse et une certaine morosité et, de l'autre, apparemment en tout cas, plus de joie, mais également plus de pauvreté. Il serait intéressant d'étudier cela plus en détail, car il ne faut pas le traiter superficiellement et en avoir une image superficielle.

Il faudra s'habituer à une croissance proche de zéro. Cela signifie partager le travail, redistribuer les ressources budgétaires qui sont limitées. En plus, les besoins sociaux sont croissants. Cela oblige vraiment à redistribuer et à réaffecter les dépenses budgétaires des États et des collectivités.

A N D R É E B U C H M A N N : Le sujet est passionnant, nous parlons de beaucoup de choses.

S E R G E O R R U, *les Amis du Vent* : Le mot "décroissance" fait peur dans nos sociétés, alors que les dogmes du marché imposent le gaspillage dans nos pays riches. Je propose de remplacer "décroissance" par "stop au gaspillage".

Dans notre société occidentale, le marché, en tout cas notre dogme "économie" impose sur la taxation du travail. La richesse d'un individu dans nos pays, c'est son travail. Notre épanouissement, c'est le travail. Ce qui fait vivre notre famille, c'est le travail. Ce qui donne la richesse dans notre pays, c'est notre travail. Et le travail est taxé, pas les capitaux. C'est surprenant, n'est-ce pas ?

“ Le développement durable, c'est, pour nous pays riches, imposer l'arrêt du gaspillage non seulement des matières premières, mais également de nos existences.”

C'est un dogme économique, un système face auquel on se sent extrêmement impuissant. Quand on commence à dire qu'il faut faire attention et penser à un autre système, on se fait taxer d'utopiste, de dangereux individu ; on se fait accuser de vouloir casser l'emploi : *Comment ? La décroissance ? Ils veulent un retour à la marine à voile ? Utopistes ! Bons à rien ! Gauchistes ! Etc.*

Le développement durable, c'est, pour nous pays riches, imposer l'arrêt du gaspillage non seulement des matières premières, mais également de nos existences.

A N D R É E B U C H M A N N : Merci d'avoir exposé les questions sous cet angle-là.

S Y L V I E B R E M O N D : Je suis une des rares représentantes de grandes entreprises. Ce sujet m'interpelle évidemment beaucoup.

Tout d'abord, ce mot de "décroissance" n'existe même pas ! En revanche, celui de "croissance" est sans doute l'un de ceux qu'on prononce le plus ; il est dans tous les objectifs, dans toutes les chartes.

Je suis venue ici justement pour voir ce que cela pouvait donner. Comme nous travaillons plutôt sur des scénarios – par exemple sur les nanotechnologies et ce que seront les technologies en 2012, je me demande quel serait celui d'un schéma de décroissance dans une grande entreprise. J'imagine le Président arrivant à son Conseil d'administration et disant : *"Je vous propose un programme de décroissance."* (Rires.) Qu'est-ce que cela pourrait être ? C'est de la science-fiction.

Ce serait par exemple : *"Au lieu de lancer un produit tous les ans, nous lancerons un produit nouveau tous les trois ans parce que, si nous inondions trop le marché, cela ferait trop de dégâts écologiques et sociaux. Et, si les consommateurs ne sont pas contents, nous leur expliquerons que c'est mieux pour eux et nous leur demanderons surtout qu'ils n'aillent pas acheter chez les concurrents !"*

Ensuite, il y a évidemment tous les syndicats. *"Vous comprenez, nous ne sommes pas certains de pouvoir garder tout le personnel, parce que, pour sortir un produit tous les trois ans, avons-nous besoin d'autant de masse salariale et d'employés ?"*

Je pense également à toutes les conséquences sur la production. On imagine donc un scénario qui serait un cauchemar social, économique, etc. Nous sommes dans un système qui, de manière macroéconomique, est différent ; à l'échelon d'une seule entreprise... C'est de la science-fiction par rapport à ce que nous vivons aujourd'hui.

Je ne sais pas s'il existe une voie qui, sans être celle de la décroissance, serait plutôt celle d'une croissance partagée et raisonnée. Certes, notre intérêt est de vendre plus, évidemment, y compris dans les pays développés, mais ce serait peut-être de partager... C'est là que les consommateurs peuvent jouer un rôle. Il y a certes ce que les entreprises proposent, donc l'offre, mais celle-ci correspond à un marché et à ce que les consommateurs sont prêts à acheter. Si certains produits étaient boycottés, ils seraient sans doute un peu moins produits. Je sais bien que c'est un cercle, la publicité encourage également...

Cela dit, pour une croissance partagée ou raisonnée, il faudrait voir également – c'est ce sur quoi nous travaillons – comment aller vers les marchés en voie de développement pour les aider à accéder à ces nouveaux services. On est plutôt dans cette perspective que dans celle consistant à dire : *"On décroît en France et on fait en sorte que cela n'augmente pas ailleurs."*

U N I N T E R V E N A N T : C'est bien d'entendre les grandes entreprises qui ont un discours totalement nouveau et que nous n'entendons jamais, consistant à dire : *"Dans votre intérêt, il faut vendre plus."* C'est totalement nouveau dans le discours des entreprises !

Ce n'est pas la décroissance, mais le mot "croissance" qui me fait peur. Je ne suis pas économiste, mais je lis, comme tout le monde, et je vois ce qui se passe sur cette planète. Je me dis que ce pourquoi nous sommes là est tout de même dû à la croissance.

On dit que le mot “croissance” est le seul à avoir cours dans les entreprises. Je pense à des pays dont on cite la croissance fabuleuse et le PIB et dont le nombre de ceux qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté atteint un tiers de la population. C’est donc ce terme de “croissance” qui me fait peur. Or, il est lié à un système économique qui est arrivé en bout de course.

“ Je pense à des pays dont on cite la croissance fabuleuse et le PIB et dont le nombre de ceux qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté atteint un tiers de la population ”

Je rejoins notamment Fabrice ; si nous n’acceptons pas d’envisager... C’est quand même un système économique qui nous a menés à ce que nous vivons aujourd’hui. Il est donc totalement à revoir et à repenser, y compris au niveau des grandes entreprises.

Je me demande si nous ne risquons pas de continuer à dire : “*Nous allons nous serrer un peu la ceinture, mettre un petit pansement de temps en temps et tant que cela tient, continuer...*”

J’invite à lire le livre de Patrick Viveret “*Reconsidérer la richesse*” ainsi que celui qui vient de sortir : “*Pourquoi cela ne va pas plus mal ?*”

A N D R É E B U C H M A N N : Je voudrais donner la parole à deux personnes qui n’ont pas encore parlé.

Y A N N I C K J O U L I E : Pour communiquer, il vaut mieux parler de “croissance raisonnée”, et c’est cette recherche un peu consensuelle qui me gêne. Encore une fois, on va chercher un lissage, pour “faire propre”.

J’aimerais faire un parallèle qui n’est sans doute pas bon, mais qui va aider à comprendre, avec ce qui se passe dans le monde agricole. Des agriculteurs ont utilisé à tour de bras les pesticides, etc. Cela a suscité des tollés de la part de diverses associations, dont nous faisons sans doute partie. Il a donc été décidé de faire de l’agriculture raisonnée. La terminologie était plus jolie, plus correcte. Il n’empêche que le poison est toujours là. Ces gens continuent à utiliser les pesticides. Cela ne fait pas du tout avancer les choses. J’ai été agriculteur. S’il y a tolérance, souvent, on continue quand même. Certes, le poison a diminué, mais il est toujours présent.

La croissance raisonnée va induire la diminution de certains critères, mais ne va-t-on pas quelque part rester dans ce contexte de toujours rechercher plus pour chercher plus ? C’est une réflexion.

“ Il a donc été décidé de faire de l’agriculture raisonnée. Il n’empêche que le poison est toujours là ”

A N D R É E B U C H M A N N : J’ai réagi comme toi au titre “raisonnée”, cela m’a fait immédiatement penser à l’agriculture.

T H I E R R Y S I N : Je suis consultant, formateur : Je crois que l’atelier était positionné comme une riposte vis-à-vis du développement durable. Que la décroissance ne concerne pas le Sud, je comprends. Qu’elle ne concerne pas l’entreprise, je comprends très bien. En revanche, ramenée au niveau de l’individu... Au fond, quand on parle de développement durable, il faut mobiliser, sensibiliser, mais à quoi ?

Quand j’entends parler de gestes éco-citoyens, il me semble que ce n’est pas si éloigné de choses proposées par le mouvement de décroissance.

Il existe tout de même des critiques très virulentes du concept de développement durable. Je pensais que nous allions nous interroger sur ce point. J'aimerais bien comprendre d'où cela vient. Les constats sont les mêmes. Nous pouvons lire la littérature des croissances, les constats ne sont pas vraiment éloignés de ceux qui sont faits pour parler de développement durable. Pourtant, cette attaque très forte dirigée vers le développement durable existe.

Si quelqu'un a des éclairages ou des informations, cela m'intéresse.

A N D R É E B U C H M A N N : Merci beaucoup.

C H R I S T O P H E K O N I N C K X : Je voudrais partager avec vous un point de vue venu de Belgique, là-haut...

U N I N T E R V E N A N T : Royaume durable ! (*Rires.*)

C H R I S T O P H E K O N I N C K X : Je trouve très intéressantes les réflexions croisées autour de cette table sur la croissance, la décroissance, raisonnée, pas raisonnée, mais avant de se mettre d'accord sur la direction à prendre et avant que cela bouge, cela peut tourner très longtemps.

Je voulais citer la prise d'action d'un de nos clients. Nous sommes une agence de communication responsable, établie à Bruxelles, et nous avons comme client OXFAM Magasins du monde. C'est une des plus grosses ONG sur la scène internationale. En Belgique, ils mènent une action très concrète de terrain. Leur ligne directrice est de promouvoir la consommation critique et responsable. C'est une porte d'entrée toute simple. Je rejoins un peu en cela les réflexions de Fabrice. Soit, on peut réfléchir au concept, mais avec quoi agit-on dans le concret ? Ce sont des questions que tout un chacun se pose, surtout les jeunes : que pouvons-nous poser comme gestes ?

OXFAM répond à cela que chaque individu, chaque citoyen a la possibilité, à son propre niveau, de poser un geste différemment et de ne pas s'inscrire bêtement dans notre société de surconsommation. Il s'agit donc simplement d'avoir la conscience de l'acte qu'il pose en tant que consommateur, d'être critique et de prendre ses responsabilités par rapport à ce que cela implique.

C'est une réflexion que je voulais partager et qui nous semble intéressante en Belgique. Elle est mobilisatrice, c'est vraiment du concret. Elle s'inscrit dans l'acte du consommateur que nous sommes tous quelque part.

U N I N T E R V E N A N T : Que signifie "consommation critique" ?

C H R I S T O P H E K O N I N C K X : Leur critique s'exprime, en premier, vis-à-vis des multinationales qui ont une vision assez prédatrice et qui n'intègrent certainement pas les notions du développement durable. Mais cela rejoint avant tout le pouvoir de chacun en tant que consommateur de ne pas s'inscrire dans des besoins qui n'en sont pas.

A N D R É E B U C H M A N N : Merci, Christophe. Farid, tu voulais intervenir.

U N I N T E R V E N A N T : Nous pourrions peut-être profiter que le débat a avancé pour faire une synthèse entre Nord et Sud. Il existe un lien entre Nord et Sud. Nous avons beaucoup parlé des problématiques du Sud, mais c'est à mon avis lié également au terme de la décroissance.

Le problème des indices du développement a notamment été cité, c'est-à-dire le fait de postuler qu'il existe une identité entre le PIB et le bien-être dans nos sociétés au Nord,

ce qui est loin d'être le cas. Il faut donc rapidement arriver à mettre en place des indices et à faire en sorte que ceux-ci soient pris au sérieux. On a parlé notamment de l'indice de bien-être, du BIB. Tout cela traduit le fait que nous vivons dans une société dans laquelle la consommation et le bien-être matériel augmentent, mais dans laquelle, parallèlement, la consommation d'anxiolytiques est la plus forte en Europe ! Comme le disait Victor-Hugo, on sent bien la présence de ce mal-être, de ce stress chez les gens.

“ **Nous vivons dans une société dans laquelle la consommation et le bien-être matériel augmentent, mais dans laquelle, parallèlement, la consommation d'anxiolytiques est la plus forte en Europe !** ”

Nous vivons dans une société plus riche, mais dans laquelle les gens sont plus malheureux. Quand le bonheur lié à la consommation s'arrête-t-il ?

Quand a-t-il chuté ? Nous en parlions hier avec Fabrice. Cet indice du bien-être a augmenté jusqu'en 1970, au moment des Trente Glorieuses (nous avons du logement, du bien-être ménager) ; ensuite, c'est la chute. Il y a peut-être une cause à rechercher.

Au Sud, on voit des personnes plus pauvres, mais mieux dans leur peau, plus joyeuses. Je fais des sondages. Prenons l'exemple des voitures qui circulent : les gens discutent davantage, ils rient, ils sont plus nombreux dans les véhicules, etc. Bref, il y a davantage de convivialité. Cela devrait nous interpeller.

N'existe-t-il pas un seuil jusqu'auquel nous avons besoin d'une certaine croissance et d'un bien-être matériel pour apporter un bien-être humain et au delà duquel cela commencerait à devenir futile et à tomber dans une matérialité qui n'est pas nécessaire pour apporter du bien-être ?

Je pense aux emballages. A-t-on besoin de tels emballages pour vendre tel ou tel produit ? C'est incroyable, ce devrait être réprimé.

Pour revenir à la question posée par Alain sur l'internalisation des coûts écologiques, c'est un débat à côté duquel nous sommes passés. Nous n'avancions pas sur cette question.

Si les coûts écologiques étaient internalisés, notamment les transports longue distance, nous verrions beaucoup moins de produits à très faibles coûts arriver ici, avec un impact qui n'est pas pris en compte sur les émissions de gaz à effet de serre.

“ **Faisons en sorte que cette réglementation évolue et que les comportements prédateurs diminuent** ”

Hier, nous avons parlé du jean à 1 ou 2 euros. Cela n'aurait pas été possible si le coût du transport avait été pris en compte. Essayons de faire en sorte que cette question de l'internalisation soit prise au sérieux. Je n'ai pas l'impression que nous avançons beaucoup, j'aimerais bien que Robert intervienne à ce sujet.

Il y a par ailleurs le signal des prix qui modifie le comportement des consommateurs. Intervient la question également de la réglementation. Les entreprises ont raison, elles ne peuvent pas agir seules, parce qu'elles sont en concurrence tant au niveau national qu'international. La seule chose qu'elles sont tenues de respecter, qui peut être une contrainte qui s'applique à tous, c'est la loi, la réglementation. Faisons en sorte que cette réglementation évolue et que les comportements prédateurs diminuent, ce à travers des politiques fiscales et l'internationalisation des coûts écologiques.

FRANÇOIS MOISAN : Je suis tout à fait d'accord avec ce que vient de dire Farid. Il faut internaliser les externalités. Mais j'ai quand même un problème. On a dit cela, mais on a dit également qu'il ne fallait pas de gaspillage – nous sommes tous d'accord – et qu'il fallait interdire certaines choses. Cela me pose un problème : Pratiquement, comment fait-on ? Qui décide ?

Vous avez parlé de choses futiles. Je suis d'accord. J'ai moi-même été étonné de voir que, dans des pays du Sud, notamment en Afrique du Sud, les téléphones portables étaient devenus un besoin dans les populations alors que, dix ans plus tôt, elles auraient dit que c'était totalement futile et qu'elles n'en avaient pas besoin.

Sylvie Brémond a dit : “*Nous n'allons pas limiter le nombre de produits que nous fabriquons*”. Non, mais prenons l'exemple de Straford par exemple qui fait des sièges de bureau éco-conçus. Finalement, ils font moins de sièges de bureau parce qu'ils vendent du service derrière. Cela dit, ils font toujours du business. Ils transforment leur activité en services.

Mon problème est le suivant : quel mode de régulation ? Je ne suis pas sûr, en ce qui concerne les transports, que l'internalisation des externalités, telles que nous sommes capables de les mesurer actuellement, soit susceptible de faire basculer les choses.

Certes, si on renchérit, cela va réduire un peu. Regardons par exemple les externalités effet de serre, etc. En 2050, les modèles économiques nous disent... Nous n'allons pas donner les chiffres ; en tout cas, ce n'est pas susceptible d'infléchir les tendances. D'où le problème pour mettre en œuvre ces externalités.

UN INTERVENANT : Cela peut donner des ressources pour investir dans la recherche...

FRANÇOIS MOISAN : Certes. Se pose le problème ensuite du niveau des interdictions. Ce n'est pas évident.

UN INTERVENANT : Tout à l'heure, je suis intervenu un peu tôt et il est intéressant de voir comment les choses se sont développées.

En premier lieu, il est important de dire que ce sujet-là est extrêmement ambitieux. Il est très ambitieux de vouloir le traiter dans un atelier, sans que nous puissions au départ le structurer davantage, en partant bien entendu de phénomènes géopolitiques, géoéconomiques, puis de l'examiner par grands sujets en partant sur l'idée de repenser probablement une doctrine de la “grande économie”...

Si j'élargis les prises en compte économiques, si je sors du contexte, que je trouve étroit aujourd'hui, ce qu'on appelle d'ailleurs désormais “l'économie étroite” et que je lui attribue une série de données, j'entre alors dans une prise en compte macroéconomique beaucoup plus substantielle que celle que nous abordons là. C'est un sujet très complexe.

Deuxième phénomène, si j'entre ensuite dans la microéconomie, je vais retrouver des oppositions comme celles qui ont été exprimées par Jean-Thierry Winstel et par vous, lorsque vous dites que vous ne pouvez pas considérer une autre notion de croissance que celle que vous venez d'exprimer. Mais en même temps, il est bien clair qu'elle s'oppose à des réalités beaucoup plus générales et génériques en macroéconomie, justement sur les notions de croissance ou de décroissance.

Les termes de “croissance” ou “décroissance” ne me plaisent absolument pas. Je suis en effet persuadé que ce sont en fait des affaires de rééquilibrage – nous sommes tous en train de le dire, peu importe les mots – et de péréquation à trouver entre le Nord et le

Sud, l'Est ou l'Ouest, peu importe. De toutes les façons, il faudra bien qu'on se saisisse, avec une espèce de communauté de vue, c'est pourquoi je parlais de doctrine qui soit quelque part doctrinaire. Je suis désolé, aujourd'hui dans l'économie il existe des règles et il faut que des règles soient réinstallées, repensées, recomposées pour distribuer une information claire et cohérente qui soit disponible et exploitable par tous.

On ne peut pas aujourd'hui discuter de cette décroissance ou de cette croissance sans entrer d'abord dans cette re-pensée-là et dans une distribution de doctrine qui soit clairement établie par tous).

Tout à l'heure, nous parlions de l'Afrique par exemple ou du Brésil. Je pense au Brésil en particulier. La demande qui s'exprime de la part du Nord est considérable et personne ne la contrôle. Pourquoi? Prenons l'exemple du bois. Pourquoi arrêterait-on l'exploitation forestière outrancière au Brésil si, d'un côté, on laisse aller la demande, sachant qu'en plus, d'un autre côté, les gens ont envie d'atteindre le même niveau de vie que les gens du Nord? Donc, nous n'en sortirons pas. Il faut reconsidérer tout cela et c'est très complexe. D'où la notion de supranationalité. D'où l'idée que l'OMC doit intégrer d'autres règles que celles qu'elle a pour le moment. Et nous arrivons devant des équations quasi impossibles, avec des freins comme ceux par exemple d'un M. Bush ou d'une administration qui refuse cela parce qu'elle veut conserver à tout prix une hégémonie, même au delà du pétrole.

Il s'agit d'un phénomène extrêmement complexe. Il mériterait vraiment que nous nous y arrêtions plus longuement et que nous essayions d'avancer vers des solutions qui peuvent être portées et surtout hiérarchisées.

A N D R É E B U C H M A N N : Denis?

U N I N T E R V E N A N T : Des phénomènes "macro", d'accord. Je prends le terme de "décroissance raisonnée" – pour moi, le terme exact est "soutenable" comme quelque chose de très sérieux.

Il me semble qu'on mélange un peu les choses, croissance, décroissance...

C'est un phénomène que certains semblent découvrir aujourd'hui, mais il s'agit d'un phénomène anglo-saxon, qui existe depuis quelques années. Il a ses journaux, ses sites.

[...]

« Autarcie » nous sommes devant un phénomène que je considère comme millénariste et qui se développe »

Un mot n'a pas été prononcé ici. C'est un terme fort et qui va à l'opposé de la croissance, à savoir celui d'"autarcie". Aujourd'hui, nous sommes devant un phénomène que je considère comme millénariste et qui se développe. Il n'a rien à voir avec l'économie; soyons clairs. Les gens qui sont pour la décroissance soutenable ont pratiquement très peu d'éléments et de réflexions économiques.

C'est un problème philosophique qui nous est posé et qui sera posé à toute une série de gens, comme nous qui nous posons celui d'un développement durable consistant en fait, pour résumer, à chercher le point d'équilibre entre économie et environnement.

Ces gens ne sont pas dans cette logique. Ils considèrent qu'il y a le "bon sauvage" qui, lui, a toujours raison, qu'il est possible de développer une économie autarcique, que la mobilité est à prohiber, etc. Je suis désolé, mais c'est cela. C'est un mouvement et non pas une idée sur la croissance ou la décroissance. Non, non; nous sommes en face d'un phénomène politique, philosophique important et beaucoup plus important.

[...]

En plus, c'est dans le Nord qu'il se développe.

Quand je parle de "bon sauvage", cela signifie qu'ils essaient de trouver des exemples au Sud en disant : *"Il ne faut pas les enquiquiner, ils vivent très bien en autarcie. C'est parfait. Nous-mêmes, nous devrions rester entre nous et pas nous développer à 200 kilomètres à la ronde."* et avec des visions tout à fait fragmentées, simplistes de l'économie.

Je trouve complètement ahurissant de tenir de tels propos. J'aurais été intéressé à avoir quelqu'un qui, en face de nous, puisse nous convaincre qu'il a raison. En effet, nous allons avoir ces gens en face. Ne vous faites pas d'illusions, nous les aurons en face !

U N I N T E R V E N A N T : Je souhaiterais rapporter une toute petite anecdote concernant le site "décroissance" que j'ai découvert un peu par hasard voici un certain temps.

Il y était rapporté l'histoire d'un des membres de décroissance.org qui avait développé un cancer et qui avait des métastases. Je me suis dit : *"Cet homme-là a un cancer, il est fan de la décroissance, mais que doit-il se dire ? Est-ce que je vais me faire soigner par les mécanismes de la croissance ?* Et là, j'ai compris que je n'arrivais vraiment pas à comprendre le phénomène de décroissance. J'adhère, ils sont sympas ; on peut les laisser là où ils sont. Mais au bout d'un moment, il va se poser un problème, ne serait-ce que lorsqu'ils seront confrontés à une question de santé. On peut faire de la décroissance quand tout va bien, quand on a à manger et à boire. Mais, lorsqu'on est malade, on est bien content de pouvoir aller dans un hôpital, qui fonctionne sur le système de la croissance.

A L A I N C H A U V E A U : Denis a posé le problème au bon niveau. C'est un problème philosophique. Fabrice parlait également de problème existentiel. Puisque nous parlons de décroissance, il faut connaître un autre terme qui est très proche, celui de la "simplicité volontaire".

De quoi s'agit-il ? Je vais être très réducteur, mais l'idée derrière est de dire que si je consomme moins, j'aurai moins besoin de travailler, je serai plus heureux et j'aurai plus de temps pour me cultiver, etc.

Je voudrais rebondir sur ce que disait Serge. Il y a derrière une idéologie qui remet en cause la valeur travail. Le mot "travail" vient du mot latin *tripalium*, qui est un instrument de torture. Soit. Cela dit, jusqu'à maintenant, nous avons vécu sur l'idée que le travail était un moyen de se réaliser.

Cela rejoint également l'interrogation de Thierry. Nous sommes vraiment sur des problèmes existentiels, philosophiques, voire religieux.

Je voudrais faire, pour finir, une provocation néo-libérale. Je serai peut-être pendu en sortant... *(Rires.)*

U N I N T E R V E N A N T : Au cèdre, avec un *tripalium* !

A L A I N C H A U V E A U : On parle beaucoup des pays du Sud, en tout cas des pays émergents, mais la Chine, l'Inde, etc., vont nous "bouffer" ! Les Américains nous ont traités de "vieille Europe"... Si nous arrêtons de "bossier", nous tombons et ils nous "boufferont" !

Dans vingt ou trente ans, nous serons peut-être un camp retranché de Gaulois et, quand les Chinois viendront nous voir, on les entendra dire : *"Comme ils sont drôles, ces Français, avec leur béret, etc."* C'est ce vers quoi nous allons.

ANDRÉE BUCHMANN : Émilie, puis Sylvie.

ÉMILIE VARRAUD : Vous entendre parler tout le temps de décroissance et de croissance me fait un peu peur. Je reviens sur ce qu'a dit Mme Brémond. Il faudrait peut-être commencer par dire aux entreprises de "faire mieux", au lieu de décroître. Nous disposons d'outils, de systèmes d'éco-conception qui fonctionnent de mieux en mieux, de management environnemental, mais toutes ces solutions ne sont pas imposées aux entreprises. Aujourd'hui, c'est un choix. Quelques-unes en font, comme ceci ou comme cela, mais il n'existe pas véritablement de référentiel, en dehors de la norme 14000.

Je me demande s'il ne faudrait pas d'abord passer par le fait d'imposer aux entreprises de "faire mieux".

UN INTERVENANT : Ce n'est pas l'État qui doit le faire, c'est le marché.

[...]

SYLVIE BREMOND : Je voyage beaucoup, je vais beaucoup dans les pays du Sud. Imaginons qu'un Indien sur un trottoir de Bombay, qui ne peut pas se soigner, qui ne mange pas, etc, nous écoute discuter. Je ne vous parle même pas du Conseil d'administration d'une grande entreprise, mais d'un citoyen. Il se demanderait bien ce que nous cherchons...

Si Pierre Radanne était là, il nous reparlerait d'imaginaire et poserait la question : mais quel est l'imaginaire des hommes autour de ces thèmes ?

Un maharajah utilisait pour son service à peu près 300 000 ou 500 000 personnes. Tous ces gens vivaient misérablement pour faire en sorte qu'une seule personne vive bien. Or, si nous regardons ce qu'est le Nord par rapport au Sud, nous sommes un peu tous des maharajahs ! D'ailleurs, pour les Indiens ou les Africains du Sud, nous avons des vies de maharajah ; nos maisons sont de vrais palais, nos repas sont tous des repas de fête (et nous mangeons trois fois par jour !), etc.

Revenons à cette idée d'imaginaire. Si on demande à ces Indiens ce dont ils rêvent pour eux et pour leur vie, ce qui serait le mieux pour eux, est-ce que ce serait de rester sur un trottoir, dans la simplicité volontaire ? C'est finalement un peu le schéma de Gandhi : vous restez simple, vous n'êtes habillé que de coton, vous vous nourrissez d'un bol de légumes et de lait (ce qui est d'ailleurs déjà mieux que de crever de faim).

UN INTERVENANT : Ce serait une simplicité obligée.

SYLVIE BREMOND : Ou bien est-ce que ce serait d'avoir une vie de maharajah ? Situons-nous du point de vue archétypal de cet imaginaire, de ce dont un homme rêve. Tout le monde rêve de la croissance dans laquelle nous avons la chance de vivre (même si nous prenons des antidépresseurs) (*Rires.*) Nous avons tous des vies de maharajah qui correspondent à des vies d'un imaginaire de bonheur archétypal.

“ Gandhi disait : « Vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre » ”

Nous pouvons donc nous poser la question individuellement, en interpellant chacun la conscience de notre propre vie et de ce que nous sommes en train d'imaginer pour ceux qui n'en bénéficient pas, puisqu'en fait nous nous demandons ce que serait la meilleure vie pour eux !

FABRICE FLIPPO : Gandhi disait : "Vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre." Tel est le sens de la simplicité volontaire.

J'image très bien l'Occidental débarquer de l'avion pour demander à l'Indien s'il veut vivre simplement. Je serais cet Indien, je lui répondrais : "*Retourne dans ton pays et tu ne reviens surtout pas en avion.*"

Pour en revenir sur les questions...

[...]

Une grande partie des demandes des pays du Sud, des peuples pauvres, est : "*Prenez notre parole en compte.*" En écoutant la parole, on voit assez facilement quelles sont les limites en question.

Sur les questions de climat, le critère qui revient tout le temps consiste à dire : le climat est global, il faut un quota de CO₂ par tête. On divise la capacité planétaire par le nombre d'habitants. Cela fait 8 000 kilomètres de Twingo. Et avec cela, vous ne vous chauffez pas, vous n'avez pas de..., rien du tout.

Les Amis de la Terre ont fait un rapport en 1995 pour montrer à quoi correspondrait l'espace écologique disponible par terrien, si tout le monde avait droit à quelque chose sur cette planète. Or, on constate que les "maharajahs" sont nombreux et, la planète étant finie, ceux-ci prennent de l'espace écologique aux autres. J'appelle cela les "facteurs de guerre". Donc la croissance de France Télécom, cela ne me fait pas plaisir du tout. (*Rires.*)

Je n'ai rien contre les gens qui travaillent à France Télécom parce qu'eux sont dans la guerre également. Le problème, c'est de se sentir concerné. La question des limites...

U N E I N T E R V E N A N T E : Même ceux de l'INT ?

F A B R I C E F L I P O : Bien sûr. Le tout est de se sentir concerné. Si chacun dans son coin défend sa boutique, nous n'y arriverons jamais. C'est certain.

Je n'ai rien contre les institutions, quelles qu'elles soient, mais si les gens refusent le dialogue, refusent de se remettre en cause et d'imaginer quelque chose d'autre, on débouche sur des solutions autoritaires ; c'est garanti, c'est couru d'avance. Il suffit de regarder ce qui se passe actuellement aux États-Unis. Quand des catastrophes surviennent, c'est l'état d'urgence, la loi martiale.

V I C T O R - H U G O E S P I N O S A : J'ai mal au ventre et je vais vous expliquer pourquoi. Je n'imagine rien, j'agis.

J'imagine un peu, de temps en temps... Nous avons passé deux jours ici. Mettez 48 000 personnes, pour être exact, qui crèvent de faim sur cette colline. La situation est celle-là, 48 000 personnes qui meurent en deux jours. Lorsqu'on me dit que c'est un problème philosophique, cela me fait mal aux tripes ! Ce n'est pas un problème existentiel, c'est un problème d'existence.

C'est pourquoi je me bats avant tout. Aujourd'hui, on est en train de faire mourir des gens à l'autre bout du monde, avec toutes nos bêtises, avec tout notre savoir-faire. C'est pour cela que j'ai mal au ventre. On dit que nous sommes tous contents. Nous ne le sommes pas. Comment pourrions-nous l'être de voir souffrir des gens à l'autre bout du monde ?

Sommes-nous en train de faire quelque chose ici ? Non. Nous sommes en train de faire des consciences pour qu'on soit plus conscient plus tard. C'est ce que nous sommes en train de faire aujourd'hui. Si je suis là, comme partout, en train de casser les

pieds, c'est parce que, si quelques-uns d'entre vous partent avec une conscience pour que 48 000 personnes ne meurent pas demain, j'ai gagné.

Je voulais vous dire trois choses.

Le premier point concerne le temps de travail et le fait que l'homme travaille moins. Que veut l'homme? Vous en avez parlé, monsieur; les indicateurs de qualité de vie, c'est magnifique, c'est une bonne proposition parce que: que veut l'homme? Il veut être heureux et, pour cela, il veut travailler moins, pas comme les gens du libéral qui pensent qu'il faut travailler, travailler...

Après, cela a été l'informatique. Cela a remplacé 100 personnes, 1 000 personnes. Puis la robotique. Puis les nano-techniques. Pour quoi faire? L'homme les a inventées pour son bien-être, mais je ne veux pas que ce soit fait pour le bien-être de l'un au détriment de beaucoup d'autres qui souffrent. C'est tout. Ce n'est même pas un problème de gauche ou de droite, mais un problème de bon sens.

Évidemment, la face du monde ne va pas changer demain, ce n'est pas possible.

U N I N T E R V E N A N T : Ni après-demain.

V I C T O R - H U G O E S P I N O S A : Mais on peut faire une croissance raisonnée, intelligente. Si on massacre une ressource, on change, on fait quelque chose. On met des alertes et on peut les appliquer au monde entier. C'est cela dont je rêve.

Pour finir, "développement durable", c'est de la "pipeau-nade"! (*Rires.*) Je vous explique pourquoi.

Le développement durable pour un industriel, c'est avoir plus de salariés et de vendre davantage de produits. Pour un politique, c'est se recycler, se faire réélire. Pour un pauvre Indien, ce sera de savoir ce qu'il va manger le soir même. Ce sont des définitions complètement antagoniques. Évidemment, l'environnement marche tellement bien qu'on a créé le développement durable. Je soutiens le développement durable, je suis là pour le soutenir parce que nous sommes dans ce concept. Mais ce concept a été créé pour massacrer l'environnement.

[...]

La technique, c'est quoi? Aujourd'hui, même dans les déchets, si vous la laissez, qui... C'est d'une stupidité... Oubliée la santé, oublié tout le reste. Je n'ai pas le temps de vous expliquer... (*Rires.*)

Si nous voulons changer les choses, dans cette mode du développement durable, dans ces mots, que devons-nous faire? Nous devons continuer à nous battre pour ce que nous savons faire, vous pour développer votre entreprise économiquement, moi pour continuer à vous casser les pieds. C'est un rapport de forces. Pour les Minitels, nous vous avons cassé les pieds et cela a marché! Nous devons poursuivre ce rapport de forces. C'est de cette façon-là que la vie avance. Il n'en existe pas d'autre.

R O B E R T L I O N : Je vais conclure sur une note un peu optimiste. (*Rires.*)

Ce qui me chagrine, c'est que nous soyons beaucoup ici à dire: "*Il faut ceci, il faudrait cela. Il faudrait internaliser les externalités, faire que les 40000 personnes qui pourraient théoriquement être sur cette colline et qui sont au Darfour ou au Niger ne meurent pas de faim.*"

Moi, je n'aime pas trop cela, parce qu'il n'y a pas les ressources derrière, les recettes. Pour moi, les recettes qu'on tire de cette Université de la communication pour le

développement durable sont des choses plus ou moins bien retrouvées dans les neuf points de la Charte que nous proposons, qui sont des messages à faire passer ici en France pour que nous, en France ou en Europe, nous modifiions notre comportement. Nous sommes tous assez largement d'accord sur ce point. Si nous arrivons progressivement à modifier nos comportements, cela fera bouger un peu la face du monde et c'est en tout cas notre responsabilité principale, beaucoup plus importante que de faire passer l'aide de 0,47 à 0,52 %.

Il existe des modes d'information, de pédagogie, de prise de conscience. J'ai tendance à dire que le vrai ministère du Développement durable devrait être le ministère de l'Éducation nationale. Si j'avais parlé des pays du Nord, j'aurais parlé de cela.

Si ce que ce monsieur, représentant le Conseil général du Vaucluse, nous a dit hier est vrai, c'est magnifique. Je fais référence à tout ce qu'ils font jusque dans les maternelles. J'ai écouté cela avec beaucoup d'intérêt. C'est le but, à mon avis, de notre démarche. N'ayons pas les yeux plus gros que le ventre. Nous ne pouvons pas, nous ici, faire en sorte qu'au Darfour les gens ne meurent pas de faim. Nous pouvons contribuer à ce que les sociétés du Nord, que je n'appelle pas développées, soient différentes, plus sobres, consomment moins.

Nous avons tous beaucoup de choses à dire sur ce point. Et cela passe, à mon avis, largement par ce que certains n'aiment pas appeler la communication, mais l'information. Cela passe également peut-être par quelques exemples.

J'ai été récemment à un séminaire sur le développement durable à Marseille. Le matin, de vieux messieurs qui ne comprenaient rien chuchotaient : *“Encore faut-il savoir ce que cela veut dire... Toujours de nouveaux mots...”* L'après-midi, trois exemples ont été donnés, dont un exposé par le responsable du développement durable de France Télécom pour la région PACA. Il a d'abord montré que le vocabulaire “développement durable” était totalement intégré. Cela a un peu étonné les vieux messieurs. C'était l'heure de la sieste *-(rises)*, mais ils ont quand même entendu que ce vocabulaire n'était pas complètement barbare, qu'il se passait des choses, que des gens dont c'était le métier se mobilisaient là-dessus. Lorsque la personne en question a commencé à dire

que, pour le déplacement des agences, ... dans les schémas de déplacements urbains de l'agglomération de Marseille ou de Nice et à parler de beaucoup de choses que je n'ai pas le temps de citer, cela a fait “tilt”. Il se passe des choses positives.

“ Nous pouvons contribuer à ce que les sociétés du Nord, soient différentes, plus sobres, consomment moins ”

J'aime moins ce que France Télécom nous donne, avec une petite boîte pour mettre des cartes de visite. Il me suffit d'un élastique. La petite boîte pour mettre une carte de visite a été placée dans un étui en feutre plastique ; cela consomme un peu de pétrole. C'est à l'intérieur d'un papier bullegomme qui consomme également du pétrole et à l'intérieur d'un très joli petit emballage en carton glacé.

J'espère que, l'année prochaine..., comme La Poste nous surprendra avec ses véhicules électriques. Nous en parlions hier soir. Il y a donc le meilleur et le pire.

Le portable en Afrique... C'est de notre faute ! Hier, l'Africain qui voulait être respecté devait avoir deux montres en or et des bagues ; aujourd'hui, il lui faut avoir trois



portables, un pour ce qu'on appelle le "deuxième bureau", tout le monde sait ce que c'est... *(Rires.)* On est vraiment un Africain important aujourd'hui si l'on est dérangé cinq fois dans une conversation par l'un de ses trois ou quatre téléphones portables. Cette idée vient de chez nous ou de chez les Japonais.

Je termine par ma notation positive. J'ai donné un exemple d'action de développement durable. Nous faisons des choses chez nous en termes de décroissance raisonnée. Nous faisons du tri de déchets. Cela ne marche pas toujours très bien. J'y attache beaucoup d'importance parce que cela a une valeur pédagogique. À la différence des Anglais qui sont en retard, pour une fois, sur nous sur ce plan, avec cet effort de mettre la bouteille d'un côté et le plastique de l'autre, il se passe quelque chose dans la tête du citoyen français qui a ainsi un petit rapport avec l'environnement et le développement durable. Je trouve que c'est très bien, très important même si, par ailleurs, par hasard, c'est ensuite remélangé dans le camion *(rires)* parce qu'on a fait ainsi de la pédagogie.

Je souhaite que le prochain candidat républicain à la présidence des États-Unis soit Arnold Schwarzenegger. Pourquoi? Parce que la Californie est en train de faire des choses fabuleuses dans le sens du protocole de Kyoto, entreprises en tête. Et le gouverneur, contre toute attente, l'appuie. Ils sont en tête. M. Bush a l'air complètement "ringard" parce qu'il vient du Texas et qu'il est adossé sur les pétroliers. Il n'a pas dit ce qu'il fallait dire après le cyclone, que cela avait peut-être un lien avec le réchauffement climatique et surtout il ne veut pas entendre parler de cela. Mais aux États-Unis, dans ce pays qui refuse le protocole de Kyoto, on assiste à des évolutions dans le sens de la décroissance raisonnée extrêmement intéressantes.

La Chine... Si vous allez au Vietnam ou dans le Sud-Est asiatique, vous voyez que la pollution vient des mobylettes japonaises, des petites Honda, éventuellement fabriquées sur place, qui remplacent progressivement les vélos et qui sont dramatiquement polluantes. Les Chinois n'ont pas cela, ils ont inventé un petit vélo électrique, bien sûr inventé et fabriqué en Chine. Cela consomme un peu d'électricité, qui vient largement du charbon, mais c'est tout de même très intéressant contre la pollution urbaine. C'est un progrès. Cela va dans le sens de la décroissance.

“ Les Chinois n'ont pas fini de nous surprendre, les Japonais ont inventé le moteur hybride, les Indiens et les Brésiliens ont inventé la trithérapie à 160 euros par an ”

Les Chinois n'ont pas fini de nous surprendre. Les Japonais ont inventé le moteur hybride, les Chinois vont inventer plein d'autres choses. Ils n'ont pas toujours besoin de nos technologies. C'est la même chose avec les Indiens et les Brésiliens qui, en matière médicale, ont inventé la trithérapie à 160 euros par an alors que, dans les laboratoires pharmaceutiques du Nord, c'est 15 000 dollars par an.

Beaucoup est à attendre du Sud. Des évolutions vont dans le bon sens. Ne soyons pas trop pessimistes. Même si on ne l'habille pas du mot provocateur de "décroissance", des évolutions se font dans ce sens, aussi bien ici au Nord que dans les pays du Sud. Il y a peut-être des raisons d'espérer dans l'intelligence des hommes.

(Applaudissements.)

A N D R É E B U C H M A N N : Merci beaucoup, à bientôt l'année prochaine.